

Brèves Economiques d'Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

Zoom sur ...

[... les envois de fonds des migrants en 2020 et perspectives pour 2021](#)

Selon la dernière note d'information sur les migrations et le développement publiée en octobre par la Banque mondiale, les envois de fonds des travailleurs migrants vers leurs pays d'origine devraient reculer de **-14% d'ici 2021 par rapport aux niveaux d'avant la pandémie en 2019**. L'atonie de la croissance économique, l'insuffisance des niveaux d'emploi dans les pays d'accueil des migrants, la faiblesse des cours du pétrole et la dépréciation des monnaies des pays d'origine des transferts d'argent par rapport au dollar expliquent en grande partie ce déclin.

❖ **Les envois de fonds vers l'Afrique subsaharienne en baisse de -8,1% en 2020**

Alors que les envois de fonds vers l'Afrique subsaharienne (ASS) devraient diminuer de manière significative cette année, passant **de 48 Mds USD en 2019 à 44 Mds USD en 2020 (-8,1%)**, cette tendance à la baisse pourrait se poursuivre en 2021, avec **des transferts attendus à 41 Mds USD (-5,8%)**. Ce déclin est largement attribuable à la crise sanitaire liée au coronavirus : les migrants subsahariens sont en effet touchés de manière disproportionnée dans les pays d'accueil, car nombre d'entre eux **travaillent dans des conditions précaires et occupent des fonctions informelles**, avec une grande vulnérabilité à la contagion et à la perte d'emploi. En outre, ces migrants sont souvent **exclus des systèmes de protection sociale, des soins de santé et des mesures de relance gouvernementales**. La pandémie de COVID-19 touchant à la fois les pays de destination et d'origine des transferts de fonds, la diminution des envois dans les pays d'origine devrait entraîner **une baisse des recettes en devises, une augmentation de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté, ainsi qu'une baisse du PIB global**, qui mettent en péril les gains acquis en matière de développement au cours des dernières décennies.

Alors que l'Asie du Sud arrive en tête des destinations (avec 135 Mds USD attendus en 2020), **l'ASS reste la région du monde vers laquelle les envois de fonds sont les plus faibles**, juste derrière l'Europe et l'Asie centrale (48 Mds USD). La baisse attendue sur le sous-continent en 2020 est en outre supérieure à la moyenne des prévisions mondiales (-7%). En 2021, elle devrait au contraire être moins forte en ASS (-5,8%, contre -7,5% attendu à l'échelle mondiale).

❖ **Une baisse notable en Afrique de l'Ouest, tirée par celle du Nigéria**

Au sein de la **CEDEAO**, les envois de fonds reçus devraient diminuer de **10,5% en 2020, à 30,3 Mds USD** – notamment sous l'effet de **la baisse des transferts vers le Nigéria (-11,9%), de loin le premier récipiendaire subsaharien avec 21 M USD** perçus. Dans tous les pays de la région, les transferts sont attendus en baisse autour de 5% en 2020. **La baisse relative la plus importante concerne le Sénégal (-9%, de 2,5 Mds USD en 2019 à 2,3 Mds USD en 2020)** et la baisse la plus faible concerne le Burkina Faso (-1%, de 476 M USD à 473 M USD).

En valeur, **le Sénégal est le 4^{ème} pays récipiendaire en ASS** et le 1^{er} parmi les pays de l'UEMOA (2,3 Mds USD attendus en 2020), devant le Mali (987 M USD), 9^{ème} du sous-continent. **Les pays pour lesquels le poids des transferts en part du PIB est le plus important sont la Gambie (14,9% du PIB) et le Cap Vert (12%)**, respectivement 3^{ème} et 4^{ème} en ASS. A noter que le Libéria (9,8% du PIB), la Guinée Bissau (9,5%), le Sénégal (9,4%) et le Togo (7,7%) ne sont pas en reste. A l'inverse, **en Côte d'Ivoire et en Mauritanie, les transferts de fonds ne représentent que 0,5% et 0,8% des PIB** respectifs des deux pays.

❖ **Les coûts de transferts constituent encore une barrière importante en Afrique subsaharienne**

Les **frais d'un transfert de 200 USD à l'échelle mondiale sont de 6,8%** au troisième trimestre 2020, à peu près au niveau du premier trimestre 2019 – mais **plus du double de l'objectif de 3% à l'horizon 2030** fixé par les Objectifs de développement durable. Pour **les envois en ASS, ce taux atteint 8,5%**, en baisse de 0,8 p.p. par rapport au premier trimestre 2019, mais **le sous-continent reste la région la plus chère du monde**. Ces moyennes mondiale et régionale masquent cependant de fortes disparités : le coût moyen était par exemple d'environ 2% et 4% au deuxième trimestre 2020 pour **les corridors les moins chers du continent africain, de la Côte d'Ivoire au Mali et du Sénégal au Mali**.

La Banque mondiale rappelle que **le déploiement de technologies numériques**, conjugué à la mise en place d'un environnement réglementaire favorisant **la concurrence entre opérateurs** ainsi qu'un examen de la réglementation en matière de **lutte contre le blanchiment des capitaux** et le financement du terrorisme sont indispensables pour faire baisser le coût des transferts de fonds dans la région.

Envois de fonds perçus (M USD)	2019	2020 (p)	Variation en g.a.	en % du PIB en 2020
Bénin	205	195	-5,0%	1,3%
Burkina Faso	476	473	-0,6%	3,3%
Cap Vert	236	224	-5,0%	11,7%
Côte d'Ivoire	338	324	-4,2%	0,5%
Gambie	275	261	-5,2%	14,9%
Ghana	3 521	3 213	-8,7%	4,8%
Guinée	158	151	-4,4%	1,1%
Guinée-Bissau	131	123	-6,1%	9,5%
Liberia	301	290	-3,7%	9,8%
Mali	1 034	987	-4,5%	5,5%
Mauritanie	64	61	-4,9%	0,8%
Niger	320	312	-2,8%	2,4%
Nigeria	23 809	20 971	-11,9%	4,9%
Sénégal	2 522	2 286	-9,4%	9,4%
Sierra Leone	62	59	-4,7%	1,5%
Togo	458	441	-3,9%	7,7%
CEDEAO	33 848	30 309	-10,5%	-

Source : Banque mondiale / KNOMAD

ACTUALITE REGIONALE

Marché des produits de base : bonne tenue des cours de l'or et du cacao attendue en 2021 et faible remontée des cours du pétrole

Selon la [dernière édition semestrielle du Commodity Markets Outlook de la Banque mondiale](#), les prix des métaux et des matières premières agricoles ont vite rebondi après les pertes engendrées par la pandémie de COVID-19 et devraient enregistrer des gains modestes en 2021, tandis que les cours des produits énergétiques resteront moins élevés qu'ils ne l'étaient avant la crise, malgré leur remontée. Plus précisément, les cours du pétrole, qui avaient fortement chuté dans les premiers mois de la pandémie, n'ont qu'en partie retrouvé leurs niveaux antérieurs au choc. En 2021, les cours devraient ainsi s'établir en moyenne à 44 USD le baril, contre 41 USD en 2020 et 61 USD en 2019. Cette évolution demeure relativement positive pour les pays de la région (importateurs nets de pétrole) qui devraient voir leur facture énergétique se maintenir à un niveau modéré. Les pays d'Afrique de l'Ouest bénéficieront par ailleurs de la bonne tenue des cours de l'or (1,7 USD/once attendus en 2021, contre 1,4 USD/once en 2019) et du cacao (+2,5% en 2020 et +1,6% attendus en 2021, à 2,4 USD/kg) – qui constituent les deux premiers produits d'exportation de l'UEMOA. La Banque mondiale rappelle toutefois que si les prix des produits agricoles n'ont globalement pas pâti de la pandémie, le nombre de personnes dont la sécurité alimentaire est menacée a augmenté en raison des répercussions plus larges de la récession mondiale.

Réunion des ministres des finances et des gouverneurs de l'UEMOA, de la CEMAC et des Comores

Le 2 novembre, à l'invitation du ministre Bruno Le Maire et en présence du gouverneur de la Banque de France, [une réunion des ministres des finances et des gouverneurs de l'Union économique et monétaire d'Afrique de l'Ouest \(UEMOA\), de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale \(CEMAC\) et des Comores s'est tenue par visioconférence](#). Les présidents des institutions régionales ainsi que le FMI et la Banque mondiale ont également participé. Les discussions ont porté sur les réponses à la pandémie de COVID-19. Les participants ont souligné la pertinence du prolongement de l'initiative pour la suspension du service de la dette (DSSI), initiée dans le cadre du Club de Paris et du G20. L'enjeu du financement des dépenses de sécurité dans les pays du Sahel a également été soulevé par le vice-président de la Banque Mondiale, qui a fait le point après les échanges de haut niveau organisés sur le sujet en marge des Assemblées annuelles. Enfin, les participants ont relevé le caractère central de la question du financement à long terme des économies du continent africain. Certains ministres ont mis en avant l'importance de la coordination entre les partenaires techniques et financiers et ont salué l'organisation d'un Sommet sur le financement des économies africaines à Paris en mai 2021.

Deux projets récompensés par la Banque mondiale pour la protection sociale du secteur informel

[La Banque mondiale a annoncé, le 26 octobre, le nom des deux gagnants du Prix Mission Billion](#), soutenu par le programme d'identification unique pour l'intégration régionale et l'inclusion (WURI) et par l'initiative Identification pour le développement (ID4D). Le challenge visait à récompenser des solutions qui facilitent l'accès aux services de protection sociale pour les travailleurs informels et transfrontaliers. Le premier prix a été attribué à l'entreprise ghanéenne Naa Sika, une plateforme de micro-épargne qui permet aux travailleurs du secteur informel d'accéder à des portefeuilles numériques et à des comptes d'épargne sans frais. Tonti+ au Bénin, gagnant du deuxième prix, est un groupe d'épargne informel numérisé qui permet

aux conducteurs de moto-taxis de mettre en commun leurs économies et leurs crédits grâce à des contributions quotidiennes. Pour rappel, le [programme WURI](#) vise à mettre en place des systèmes d'identification de base qui incluent toute personne présente physiquement sur le territoire de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Le Programme entend contribuer ainsi à l'amélioration de l'accès aux services de base, tels que la protection sociale et médicale, la retraite ainsi que l'inclusion financière et numérique.

41 M EUR de l'UE pour lutter contre la cybercriminalité et le blanchiment d'argent

La Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union européenne (UE) et le Gouvernement fédéral allemand ont [officiellement lancé les projets "Crime organisé : réponse ouest africaine" \(OCWAR\) soutenant les Etats Membres de la CEDEAO et la Mauritanie](#) à combattre les activités criminelles dans la région. Les trois projets se structurent autour des axes suivants : i) lutte contre les menaces à la cyber sécurité et le cyber crime (OCWAR C) ; ii) lutte contre les trafics de drogues, d'êtres humains et d'armes (OCWAR T) et iii) les questions transversales, telles que le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et la fraude (OCWAR M). L'agence de coopération internationale allemande (GIZ) et Expertise France accompagneront techniquement les autorités locales. La contribution de l'UE s'élève à 36 M EUR, à laquelle s'ajoute celle du gouvernement allemand de 5 M EUR pour le co-financement de OCWAR T. Les projets seront mis en œuvre jusqu'en 2022-2023. Ils s'appuieront sur un précédent projet, toujours en cours, le Système d'Information policier d'Afrique de l'Ouest (WAPIS), également financé par l'UE.

BENIN

Finalisation des travaux du barrage d'Ayédjoko

Suite à une [visite sur le site des travaux le 22 octobre 2020](#), le ministre béninois de l'Eau et des Mines a annoncé que la construction du barrage d'Ayédjoko à Savè (à 250 km au nord de Cotonou) serait achevée avant la fin de l'année 2020. La retenue d'eau, d'une capacité de stockage de 2 M m³, approvisionnera une usine de potabilisation. La construction du barrage de Lifo, aux capacités de stockage de 12 M de m³, a également été entamée à Glazoué (à 225 km au nord de Cotonou). Les travaux, réalisés par la Société nationale des eaux du Bénin (SONEB) et la Compagnie de Géo-ingénierie de Chine (CGC), sont financés à 95% par EXIM Bank of China et à 5 % par la SONEB pour un montant total de 52,5 Mds FCFA (80,1 M EUR).

BURKINA FASO

Lancement d'une plateforme de soutien à l'entrepreneuriat de la diaspora

Le 27 octobre 2020, le ministre du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat a procédé au lancement d'une [plateforme de soutien à l'entrepreneuriat destinée à la diaspora](#). Cette initiative s'inscrit dans le cadre du projet d'appui à l'entrepreneuriat de la diaspora du Burkina Faso (PAED-BF), porté par l'Agence de financement et de promotion des petites et moyennes entreprises (AFP-PME). Celui-ci vise à mobiliser les investissements de la diaspora en lui facilitant notamment l'accès à l'information sur le cadre juridique, institutionnel et économique et les opportunités d'affaires au Burkina. Un volet prévoit également l'accompagnement des entrepreneurs de la diaspora souhaitant se réinstaller dans leur pays d'origine. 150 projets devraient bénéficier du programme. Le budget d'exécution du PAED-BF est estimé à 1,6 Md FCFA (2,4 M EUR) pour une durée de trois ans. Pour rappel, les transferts de la diaspora burkinabé devraient atteindre 473 M USD en 2020, soit 2,3% du PIB (voir notre zoom sur le sujet).

80 Mds FCFA d'investissement pour renforcer le stock de sécurité de la Sonabhy

Les travaux d'extension des installations de dépôts de la Société nationale burkinabè d'hydrocarbures (Sonabhy) ont été [officiellement lancés le 27 octobre à Bingo](#) (commune rurale de Tanghin-Dassouri). Grâce à cette extension, d'un coût de 80 Mds FCFA (122 M EUR), les capacités de la Sonabhy seront multipliées par 2,5 pour Ouagadougou et par 4 pour Bobo-Dioulasso. Quatre projets devraient démarrer d'ici la fin de l'année 2020 : deux projets concernent le dépôt qui assure l'approvisionnement des parties Centre, Est, Nord et Sud du pays (29 Mds FCFA ; 44,2 M EUR) ; les deux autres s'inscrivent dans le cadre de la délocalisation du centre-ville de Bobo Dioulasso vers le nouveau site de Péni (à 30 km de Bobo-Dioulasso), qui prévoit la construction de réservoirs de stockage et de bâtiments administratifs (34 Mds FCFA ; 51,8 M EUR).

CAP-VERT

La Banque centrale prévoit une récession de 8,1% en 2020

Dans son [Rapport sur la politique monétaire d'octobre 2020](#), la Banque centrale du Cap-Vert note que les efforts pour contenir la propagation du virus (notamment la suspension des vols internationaux) et renforcer les services de santé ont entraîné une baisse du PIB du pays de 13% en g.a. cours du premier semestre de l'année 2020. Le compte courant du pays a enregistré un déficit de 11,4% du PIB au cours du premier semestre, le déficit budgétaire a atteint 3,5% du PIB et la dette publique 146% du PIB en août 2020. Néanmoins, favorisé par des mesures de politique monétaire accommodantes, le crédit au secteur privé a augmenté de +1,4% entre décembre 2019 et août 2020. Les projections de la Banque centrale indiquent une contraction du PIB de 8,1% en 2020 dans le scénario de base et de 10,9% dans un scénario pessimiste. La croissance pourrait atteindre 5% en 2021. La Banque centrale a décidé de maintenir sa politique accommodante inchangée.

Le gouvernement autorise un prêt d'urgence de 100 M CVE à la compagnie Cabo Verde Airlines

Le gouvernement a autorisé, par l'intermédiaire de la Direction générale du Trésor, un [prêt de 100 M CVE \(900 K EUR\) de la Caisse d'épargne du Cap-Vert à la Cabo Verde Airlines \(CVA\)](#). La garantie a une durée de 12 mois. L'Etat souligne l'intérêt national de soutenir l'entreprise et l'aider à payer les salaires de ses employés. Pour rappel, en mars 2019, l'Etat du Cap-Vert a vendu 51% de la CVA, alors propriété de l'Etat, pour 1,3 M EUR à Lofleidir Cabo Verde, une société détenue à 70% par Lofleidir Icelandic EHF (groupe Islandais, qui a pris 36% de la CVA) et à 30% par des entrepreneurs islandais ayant une expérience dans le secteur de l'aviation (qui ont repris les 15% restants des 51% de parts privatisées).

Baisse des exportations et des importations capverdiennes au 3^{ème} trimestre 2020

Selon [l'INE](#), les exportations capverdiennes se sont élevées à 1 184 M CVE (10,6 M EUR) au 3^{ème} trimestre 2020, en baisse de -32% par rapport à la même période l'année dernière. L'Europe reste le principal client du pays, absorbant 92,6% des exportations totales, avec l'Espagne en tête (68,4%). Les produits les plus exportés sont les produits préparés et le poisson en conserve (58,9% du total), suivis des poissons, crustacés et mollusques (17%) et de l'habillement (6,6%). Les importations du pays ont également diminué (-8,9% en g.a.), pour atteindre 17 872 M CVE (160,7 M EUR). Le Portugal demeure le principal fournisseur du Cap-Vert (53,8%), suivi de la Chine (8,9%) et de l'Espagne (8,2%). Les produits les plus importés sont les réacteurs et chaudières (11,3%), les combustibles (9,8%) et les machines et moteurs (6,9%). Ainsi, le solde de la balance commerciale s'établit à -16,7 M CVE (-150,1 M EUR), en baisse de 25,3% en g.a..

CÔTE D'IVOIRE

Les Eurobonds ivoiriens prennent de la valeur, malgré les tensions électorales

Selon des données compilées par [Bloomberg](#), et malgré une élection présidentielle tendue, les investisseurs ont affiché un intérêt marqué pour les titres d'emprunt internationaux émis par la Côte-d'Ivoire. Considérée comme la plus forte parmi les Eurobonds africains, les cours des Eurobonds de la Côte d'Ivoire auraient augmenté de 6,9% au cours du mois d'octobre.

L'agriculture, l'agro-industrie et le secteur manufacturier identifiés comme secteurs à fort potentiel, selon un rapport publié par la SFI

Selon le rapport « [Diagnostic du Secteur Privé en Côte d'Ivoire](#) », publié en octobre par la Société Financière Internationale (SFI), le secteur privé ivoirien est caractérisé par un important secteur informel et un nombre relativement élevé de grandes entreprises. La part des IDE dans le PIB ivoirien était en moyenne de 1,4% sur la période 2015-2018, alors qu'elle atteignait des niveaux plus élevés dans les pays de comparaison comme le Vietnam (6% du PIB) et le Maroc (2,8% du PIB). Le rapport identifie comme secteurs à fort potentiel de croissance : l'agriculture, l'agro-transformation et le secteur manufacturier. En outre, eu égard aux dotations en ressources naturelles de la Côte d'Ivoire, les infrastructures existantes et aux perspectives de la demande, il propose comme filières prioritaires pour la diversification économique et la création de valeur ajoutée la noix de cajou, le coton, l'horticulture, le caoutchouc et l'huile de palme. Toutefois, cinq contraintes transversales ont été identifiées : (i) un niveau élevé d'informalité et un degré limité de concurrence ; (ii) le difficile accès au financement ; (iii) le besoin d'améliorer les capacités opérationnelles des ports, le faible entretien du réseau routier national et l'absence d'infrastructures logistiques à température contrôlée ; (iv) la faiblesse de la connectivité et (v) le déficit de compétences professionnelles.

GAMBIE

Le lancement de la construction des 20 nouvelles routes pour le Sommet de l'OCI prévu en mars 2021

Le Directeur de projets pour [l'Organisation de Coopération Islamique](#) (OCI) a révélé que les travaux pour la construction des 50 km de nouvelles routes commenceront en mars 2021. Les appels d'offre devraient être

lancés à la fin de l'année 2020. Il a affirmé que le financement de ces routes était déjà acquis, via un prêt du Fonds saoudien.

GUINEE

L'agrobusiness offre la meilleure opportunité de diversification, selon un rapport publié par la SFI

Selon le rapport « [Diagnostic du Secteur Privé en Guinée](#) », publié en octobre par la Société Financière Internationale (SFI), le secteur privé guinéen reste dominé par les petites entreprises informelles (92% des entreprises privées). Le potentiel de ressources naturelles de la Guinée est énorme, le pays détenant notamment la première réserve mondiale de bauxite. À court terme, l'exploitation minière resterait probablement le secteur dominant de l'investissement privé en Guinée. Le boom actuel du secteur minier (15% du PIB et 80% des exportations) pourrait ainsi servir de catalyseur pour la diversification et le développement économique en créant des synergies pour le développement infrastructures de transport, maximisant les rendements fiscaux et le contenu local. D'un point de vue commercial, l'agro-business (fruits, fonio, riz, café, œufs en particulier) offrirait la meilleure opportunité de diversification de la Guinée, du secteur du logement. En outre, l'énergie, les transports, les services financiers et les TIC ont été identifiés comme secteurs porteurs tout en étant essentiels pour permettre la croissance du secteur privé et améliorer sa compétitivité. Les contraintes transversales à l'investissement privé sont entre autres la gouvernance et l'instabilité politique, les faibles niveaux de compétences et d'éducation, la faiblesse du système judiciaire commercial et le difficile accès au financement.

Lancement d'une mission d'étude pour l'élaboration d'une stratégie de relance du secteur privé

Le ministère en charge des Investissements et des Partenariats Publics et Privés, avec l'appui d'Enabel (agence belge de développement), a lancé une [mission d'élaboration d'une Stratégie de Relance du Secteur Privé dans le contexte Post COVID-19](#). La mission réalisée, par le Cabinet ESPartners (ESP), touchera un échantillon représentatif d'entreprises. De façon spécifique, cette mission permettra : (i) d'analyser l'impact de la pandémie de Covid-19 sur l'économie guinéenne ; (ii) de faire un inventaire des principaux besoins d'appui technique et besoins de financement (iii) et de formuler des recommandations stratégiques et opérationnelles sur 5 ans.

LIBERIA

Inauguration de la conduite d'approvisionnement de l'usine d'eau potable de White Plains

[La Liberia Water and Sewer Corporation \(LWSC\), l'entreprise publique responsable de la gestion de l'eau, vient d'achever les travaux de réhabilitation de la conduite de 5 km qui approvisionne l'usine d'eau potable de White Plains](#), à l'Ouest du Liberia. L'installation remise en service, vieille de 30 ans, a été rénovée grâce à une subvention de 18 M USD de Millennium Challenge Account (MCA), financé par les États-Unis à hauteur de 257 M USD. Elle devrait permettre à l'usine d'eau potable de White Plains de fournir 68 100 m³ d'eau (son niveau de 1970), contre 7 600 m³ actuellement. Selon le ministre libérien des Finances, la centrale électrique de Mount Coffee, réhabilitée en 2016, permettra également à la LWSC d'économiser 780 K USD par an en frais d'électricité pour pomper l'eau vers la station d'eau potable de White Plains.

MALI

Vivo Energy installera une centrale solaire à la mine de Nampala pour Robex

[L'entreprise néerlandaise Vivo Energy a signé un accord avec l'exploitant minier canadien Robex Resources pour l'installation d'une centrale solaire photovoltaïque de 3,9 MWc](#), avec système de stockage par batteries, à la mine d'or de Nampala, dans la région de Ségou. Pour rappel, en novembre 2019, l'entreprise minière australienne Resolute Mining a signé un accord avec la société britannique Aggreko pour l'installation progressive d'un système solaire de 20 MWc pour sa mine de Syama, située au sud Mali. En octobre 2019, B2Gold avait annoncé un projet solaire hybride de 30 MW pour sa mine d'or de Fekola située au sud-ouest du pays.

MAURITANIE

La SNIM se fixe un objectif ambitieux de 24 M de tonnes de minerais de fer en 2026

Dans son [plan de développement stratégique 2020-2026](#), la Société nationale industrielle et minière (SNIM), l'entreprise nationale qui exploite le fer mauritanien (détenue à 78,35% par l'Etat), ambitionne de doubler sa production à l'horizon 2026. Ce programme prévoit une hausse de la production de 12 Mt à 18 Mt en 2024, puis 24 Mt à l'horizon 2026. Les projets majeurs qui justifient ces prévisions optimistes comprennent

l'augmentation de la production du site Guelb 2 à 4 M de matière concentrée, le projet de dragage du port minéralier, la réhabilitation et la modernisation de l'usine Guelb 1, ou encore la réhabilitation des infrastructures de manutention à Rweissa pour produire 2 Mt. La SNIM a également investi 58 M EUR dans un [projet destiné à accélérer et développer le minerai du fer brut extrait de la Kédia d'Idjil](#), près de la ville de Zouerate. Ce projet, inauguré le 2 novembre, vise à augmenter les capacités de production de la société en allégeant la pression sur l'usine de Nouadhibou et en permettant une meilleure fluidité du mouvement des trains.

NIGER

270 000 nigériens supplémentaires plongés dans l'extrême pauvreté

Le rapport « [Niger - Note sur la situation de l'économie et de la pauvreté au temps de la COVID-19](#) », publié par la Banque mondiale le 28 octobre, constate que la population nigérienne a été lourdement affectée par les effets conjugués de la pandémie, de la récession mondiale et du ralentissement économique dans le pays. Ces chocs concomitants se sont traduits par la perte d'emplois et de revenus, l'augmentation des prix de certaines denrées alimentaires et la perturbation du système de protection sociale et de prestation des services de base, en particulier ceux de la santé et de l'éducation. Par conséquent, le taux de pauvreté devrait augmenter de 40,8% en 2019 à 42,1% en 2020. Le rapport rappelle également les nombreux facteurs qui pèsent sur les perspectives économiques du Niger : l'incertitude concernant la durée de la pandémie, la persistance des risques sécuritaires, de la volatilité des prix des produits de base et des aléas climatiques, la fragilité des finances publiques, etc.

La BAfD accorde 35,4 M USD pour assurer la sécurité alimentaire à 1,5 M de personnes vivant en milieu rural

[La Banque africaine de développement \(BAfD\) a accordé, le 30 octobre 2020, un don de 35,4 M USD \(29,9 M EUR\) au gouvernement du Niger](#) afin d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de 1,5 M de personnes vivant en zones rurales. Ce don, issu de la Facilité d'appui aux pays en transition (FAT), est destiné aux volets « mobilisation des ressources en eau » et « entreprenariat agricole des jeunes et des femmes » du Projet de renforcement de la résilience des communautés rurales à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Niger (PRECIS). Mis en œuvre sur une période de cinq ans, le [PRECIS](#) prévoit notamment la réalisation de 117 ouvrages de pompage d'eau et l'accompagnement de 30 000 jeunes entreprises rurales dans le pays.

Les recettes pétrolières et leurs incidences sur le développement exposées aux CESOC

Dans le cadre des travaux en cours du Conseil Economique, Social et Culturel (CESOC), [le ministère du Pétrole a fait une communication le 28 octobre 2020 sur la contribution des ressources pétrolières à l'économie nationale](#). Le potentiel pétrolier nigérien est lié à deux grands bassins sédimentaires qui couvrent 90 % du territoire national. Les réserves pétrolières sont estimées à environ 4 Mds de barils dont près de 1 Md de barils récupérables. Les recettes pétrolières cumulées entre 2011 et 2019 atteignent globalement 818,7 Mds FCFA, auxquels s'ajoutent 117 Mds FCFA réalisés par les sociétés nationales. Entre 2011 et 2019, le secteur pétrolier a représenté en moyenne 4% du PIB ; 19% des recettes fiscales ; 16% des exportations et 5% des emplois salariés formels du Niger. Trois compagnies pétrolières opèrent sur le territoire national, à savoir la China National Petroleum Corporation, Savannah Petroleum et Sonatrach International Petroleum Exploration and Production Corporation. En perspectives, il est prévu des investissements d'environ 4000 Mds FCFA (env. 6 Mds EUR) avec pour objectif de porter la production actuelle à plus de 100 000 barils par jour.

SENEGAL

PIDG investit 15 M USD dans la construction du port de Ndayane

Le mois dernier, le port autonome de Dakar (PAD) levait 169 M USD sur le marché financier régional de l'UEMOA. Parmi les souscripteurs, [l'institution de financement Private Infrastructure Development Group \(PIDG\) a annoncé avoir investi 15 M USD via sa composante Emerging Africa Infrastructure Fund \(EAIF\)](#). Pour rappel, cette levée de fonds devrait permettre au PAD de financer les phases 1, 2 et 3 du déménagement du port de Dakar du centre de la ville vers le port en eau profonde de Ndayane. Grâce à sa profondeur de quai de 18 m, cette plateforme permettrait de décongestionner significativement le port de Dakar (1 800 travailleurs) qui capte actuellement 95% des échanges commerciaux du Sénégal, mais aussi 80% des hydrocarbures et 65% des autres trafics du Mali. D'après le ministère sénégalais de la Pêche et de l'Economie maritime, le plan d'investissement de ce projet serait de l'ordre de 1 000 Mds FCFA (1,8 Md

USD). Le PAD estime que 400 emplois supplémentaires seraient créés lors du déménagement du port et que la construction proprement dite devrait générer près de 3 000 emplois.

Le marché sénégalais du médicament représenterait 229 M EUR en 2019

Le Secrétaire général du ministère de la Santé et de l'Action sociale a indiqué lors d'un atelier consacré au projet de relance de l'industrie pharmaceutique que [le marché sénégalais du médicament s'élevait à 150 Mds FCFA \(229 M EUR\) en 2019, dont 20% pour le public et 80% pour le privé](#). Il a également rappelé que le Sénégal importe plus de 90% de médicaments consommés sur son territoire. Le secteur pharmaceutique serait davantage dépendant de l'étranger depuis l'apparition de la pandémie de COVID-19.

SIERRA LEONE

21 Mds SLL manquants dans trois ministères du gouvernement

Un audit interne sur les activités financières de l'administration pour l'année fiscale 2019, dont les détails ont été révélés par la presse locale, fait état de [21 Mds SLL \(1,8 M EUR\) de dépenses non justifiées au sein des ministères de l'Energie, des Ressources en eau et des Transports et de l'Aviation](#). 16 Mds SLL (1,4 EUR) ont par exemple été versés à l'Autorité de distribution et d'approvisionnement en électricité (EDSA) en tant que soutien gouvernemental à son budget révisé en novembre 2018, sans que les documents pertinents pour justifier la façon dont ces fonds ont été utilisés ne soient disponibles pour vérification. Les autorités locales ont demandé aux différents ministères de transmettre au service d'audit ces pièces justificatives dans un délai de 15 jours suivant la publication du rapport.

TOGO

Partenariat pour le financement des artisans-boulangers

Le 30 octobre 2020, l'Agence nationale de promotion et de garantie de financement des PME/PMI (ANPGF), la Société générale des moulins du Togo (SGMT) et la Coopérative d'épargne et de crédit des artisans (CECA) ont signé à Lomé [un partenariat visant à soutenir les artisans boulangers](#). L'ANPGF mettra ainsi une ligne de crédit de 400 M FCFA (609,8 K EUR) à la disposition de la CECA pour financer les artisans boulangers à un taux compétitif de 9%. L'appui vise notamment à les aider à acquérir des équipements modernes et à disposer de fonds de roulement pour assurer leur approvisionnement en farine auprès de la SGMT. Cette dernière apportera également une assistance technique afin d'améliorer les capacités de gestion et d'approvisionnement en farine des bénéficiaires.

Fermeture temporaire du site du cimentier Wacem après la découverte d'un foyer de contamination de Covid-19

Le Ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation locale a ordonné, le 30 octobre 2020, la [fermeture pour deux semaines de la cimenterie du groupe West Africa Cement](#) (WACEM) de Tagligbo, se situant 80 km au nord de Lomé. Cette décision fait suite à la découverte d'un foyer de contamination au Covid-19 au sein du personnel du site. Pour rappel, WACEM, groupe indien présent dans douze pays d'Afrique, est un leader du secteur du ciment au Togo.

Responsable de la publication : François SPORRER, Chef du Service économique régional d'Abidjan

Pour s'abonner : abidjan@dgtresor.gouv.fr

Site Internet et compte Twitter [@DGTresor_RCI](https://twitter.com/DGTresor_RCI) 

Copyright : tous droits de reproduction réservés sauf autorisation expresse du Service économique régional d'Abidjan.

Clause de non-responsabilité : le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service économique régional d'Abidjan (Afrique de l'Ouest – hors Nigéria-Ghana)
François SPORRER francois.sporrer@dgtresor.gouv.fr

Service économique de Bamako (Mali)
Valéry ALVES valery.alves@dgtresor.gouv.fr

Service économique de Dakar (Sénégal, Mauritanie, Gambie, Cap Vert)
Christophe MORCHOINE christophe.morchoine@dgtresor.gouv.fr

Service économique de Lomé (Togo, Bénin)
Pascal FOURCAUT pascal.fourcaut@dgtresor.gouv.fr

Service économique de Ouagadougou (Burkina Faso, Niger)
Béatrice ALPERTE beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

PRINCIPAUX INDICATEURS PAYS

	BEN	BFA	CIV	RCI	GMB	GIN	GNB	LBR	MLI	MRT	NER	SEN	SLE	TGO	UEMOA	ASS
<i>Population (M hab.) 2020</i>	12,1	20,9	0,6	26,4	2,4	13,1	2,0	5,1	20,3	4,6	24,2	16,7	8,0	8,3	130,9	1 100
Macroéconomie¹																
<i>PIB (Mds USD) 2019</i>	14,4	15,7	2,0	58,6	1,8	13,8	1,4	3,2	17,3	7,6	12,9	23,6	4,2	5,5	149,4	1 714,2
<i>PIB / Hab. (USD) 2019</i>	1 218,2	774,7	3 601,7	2 229,6	774,2	1 102,5	810,6	693,6	907,3	1 872,6	553,9	1 445,9	539,1	675,3	-	-
<i>Croissance PIB réel (%) 2019</i>	+6,9	+5,7	+5,7	+6,5	+6,1	+5,6	+4,5	-2,5	+5,1	+5,9	+5,9	+5,3	+5,4	+5,3	+6,1	+3,2
<i>Inflation (%) 2019</i>	-0,9	-3,2	+1,1	+0,8	+7,1	+9,5	+0,2	+27	-2,9	+2,3	-2,5	+1	+14,8	+0,7	-0,3	+8,5
Finances Publiques																
<i>Solde budgétaire global (%PIB) 2019</i>	-0,5	-3,5	-1,8	-2,3	-2,5	-0,5	-4,6	-4,5	-1,7	+2,1	-3,6	-3,8	-2,7	+2,1	-2,3	-4,2
<i>Dette publique (%PIB) 2019</i>	41,2	42,7	125,0	37,9	80,0	34,5	67,6	53,3	40,5	58,1	41,7	64,1	70,0	70,9	44,5	50,4
<i>Pression fiscale (%PIB) 2019</i>	10,6	16,0	21,3	12,2	11,3	12,5	-	12,1	14,7	12,7	10,3	17,4	12	17,2	-	-
Echanges²																
<i>Balance commerciale (%PIB) 2019</i>	-3,9	+1,1	-33,2	+5,8	-25,6	-4,4	-7,6	-19,8	-2,0	-8,0	-9,3	-12,3	-13,3	-15	-	-
<i>Exportations françaises vers (M USD)</i>	254,7	312,1	15,4	1 125,8	19,7	166,2	5,9	6,1	374,3	274	142,4	1 366,5	15,4	150,2	2 365,4	-
<i>Importations françaises depuis (M USD)</i>	3,1	104,6	0,06	753	1,1	52,3	0,4	92,3	10,8	58	57,4	87,4	12,4	53,9	1 070,6	-
<i>Balance courante (%PIB) 2019</i>	-4,3	-4,8	+0,3	-2,7	-5,3	-13,7	-8,5	-21,5	-4,2	-10,6	-12,6	-7,7	-13,5	-4,3	-5,3	-3,6
<i>Réserves de change (mois d'import) 2019</i>	-	-	8,8	-	4,2	2,5	-	2,3	-	3,7	-	-	3,9	-	6,0	6,2
Classements internationaux																
<i>IDH (2019)³</i>	163	182	126	165	174	174	178	176	184	161	189	166	181	167	-	-
<i>Doing Business (2020)⁴</i>	149	151	137	110	155	156	174	175	148	152	132	123	163	97	-	-
<i>Environnement des affaires⁵</i>	C	C	C	B	-	D	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-
<i>Transparency International⁶</i>	80	85	41	106	-	130	168	137	130	137	120	66	119	130	-	-

1 Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

2 Trade Map-2017

3 PNUD - Classement sur 189 pays

4 Banque mondiale - Classement sur 190 pays

5 Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, A1, A2, A3, A4, B, C, D, E dans l'ordre croissant du risque

6 Indice de perception de la corruption - classement sur 198 pays.